

Samir AMIN

LA MILITARISATION DE LA MONDIALISATION

GÉOPOLITIQUE DE L'IMPÉRIALISME CONTEMPORAIN

1. Du conflit permanent des impérialismes à l'impérialisme collectif

Dans son déploiement mondialisé l'impérialisme s'était toujours conjugué au pluriel, depuis ses origines (le XVI^e siècle) jusqu'en 1945. Le conflit des impérialismes, permanent et souvent violent, a occupé de ce fait une place aussi décisive dans la transformation du monde que la lutte de classes à travers laquelle s'expriment les contradictions fondamentales du capitalisme. Au demeurant luttes sociales et conflits des impérialismes s'articulent étroitement et c'est cette articulation qui commande le parcours du capitalisme réellement existant.

La seconde guerre mondiale s'est soldée par une transformation majeure concernant les formes de l'impérialisme : la substitution d'un impérialisme collectif associant l'ensemble des centres du système mondial capitaliste (pour simplifier la « triade » : les Etats Unis et leur province extérieure canadienne, l'Europe occidentale et centrale, le Japon) à la multiplicité des impérialismes en conflit permanent. Cette forme nouvelle de l'expansion impérialiste est passée par différentes phases de son développement, mais elle est bien toujours présente. Le rôle hégémonique éventuel des Etats Unis, dont il faudra alors préciser les bases comme les formes de son articulation au nouvel impérialisme collectif, doit être situé dans cette perspective.

Les Etats Unis ont tiré un bénéfice gigantesque de la seconde guerre mondiale, qui avait ruiné ses principaux combattants – l'Europe, l'Union soviétique, la Chine et le Japon. Ils étaient donc en position d'exercer leur hégémonie économique : ils concentraient plus de la moitié de la production industrielle du monde d'alors et avaient l'exclusivité des technologies nouvelles qui allaient façonner le développement de la seconde moitié du siècle. De surcroît ils avaient l'exclusivité de l'arme nucléaire – la nouvelle arme « absolue ». C'est pourquoi je situe la coupure qui annonce l'après guerre non à Yalta comme on le dit le plus souvent (à Yalta les Etats Unis n'avaient pas encore l'arme) mais à Postdam (quelques jours avant le bombardement de Hiroshima et de Nagasaki). A Postdam le ton américain a changé : la décision d'engager ce qui allait devenir la « guerre froide » était prise par eux.

Ce double avantage absolu a été néanmoins érodé dans un temps relativement bref (deux décennies), par le double rattrapage, économique pour l'Europe capitaliste et le Japon, militaire pour l'Union soviétique. On se souviendra que ce recul relatif de la puissance des Etats Unis a alimenté à l'époque une floraison de discours sur « le déclin américain », et même la montée des hégémonismes alternatifs à venir (l'Europe, le Japon, plus tard la Chine...).

La formation d'un impérialisme collectif constitue-t-elle une transformation qualitative « définitive » (non conjoncturelle) ? Implique-t-elle forcément un « leadership » des Etats Unis d'une manière ou l'autre ?

2. Le projet de la classe dirigeante des Etats Unis : le contrôle militaire de la Planète

Ce projet, que je qualifierai sans grande hésitation de démesuré, démentiel même, et de criminel par ce qu'il implique, n'est pas né dans la tête du Président Bush junior, pour être mis en œuvre par une junte d'extrême droite parvenue au pouvoir par une sorte de coup d'Etat, à la suite d'élections douteuses.

Il est le projet que la classe dirigeante des Etats Unis nourrit depuis 1945 et dont elle ne s'est jamais départie, même si, d'évidence, sa mise en œuvre est passée par des hauts et des bas, a connu quelques vicissitudes et a été ici et là mise en échec, et n'a pu être poursuivie avec la cohérence et la violence

que celle-ci implique que dans certains moments conjoncturels comme le nôtre, suite à l'effondrement de l'Union soviétique.

Il n'est pas difficile de connaître les objectifs et les moyens du projet des Etats Unis. Ils sont l'objet d'un grand étalage dont la vertu principale est la franchise, quand bien même la légitimation des objectifs serait-elle toujours noyée dans un discours moralisateur propre à la tradition américaine. La stratégie globale américaine vise six objectifs : (i) neutraliser et asservir les autres partenaires de la triade (l'Europe et le Japon) et minimiser la capacité de ces Etats d'agir à l'extérieur du giron américain ; (ii) établir le contrôle militaire de l'OTAN et « latino-américaniser » les anciens morceaux du monde soviétique ; (iii) contrôler sans partage le Moyen Orient et ses ressources pétrolières ; (iv) tenir en échec le projet d'une Chine puissante et indépendante, la soumettre à la menace militaire permanente et éventuellement la démanteler ; (v) s'assurer la subordination des autres grands Etats (Inde, Brésil) et empêcher la constitution de blocs régionaux qui pourraient négocier les termes de la globalisation ; (vi) marginaliser les régions du Sud qui ne représentent pas d'intérêt stratégique.

Le projet a toujours donné un rôle décisif à sa dimension militaire. Il a été conçu après Potsdam comme je l'ai rappelé, fondé sur le monopole nucléaire. Très rapidement les Etats Unis ont mis en place une stratégie militaire globale, partagé la Planète en régions et affecté la responsabilité du contrôle de chacune d'elles à un « US Military Command ». Je renvoie à ce que j'ai écrit sur ce sujet avant même l'effondrement de l'URSS, et sur la position prioritaire occupée par le Moyen Orient dans cette vision stratégique globale. L'objectif n'était pas seulement « d'encercler l'URSS » (et la Chine), mais tout également de disposer des moyens faisant de Washington le maître en dernier ressort de toutes les régions de la planète.

L'instrument privilégié de l'offensive hégémoniste est donc militaire. Cette hégémonie, qui garantirait à son tour celle de la triade sur le système mondial, exigerait donc que leurs alliés acceptent de naviguer dans le sillage américain, comme la Grande Bretagne, et le Japon en reconnaissent la nécessité sans états d'âme, pas même « culturels ». Mais du coup les discours dont les politiciens européens abreuvant leurs auditoires – concernant la puissance économique de l'Europe – perdent toute portée réelle. En se situant exclusivement sur le terrain des disputes mercantiles, sans projet propre, l'Europe est battue d'avance. On le sait bien à Washington.

Le projet implique que la « souveraineté des intérêts nationaux des Etats Unis » soit placé au dessus de tous les autres principes encadrant les comportements politiques considérés comme des moyens « légitimes » ; il développe une méfiance systématique à l'égard de tout droit supranational.

La classe dirigeante des Etats Unis proclame sans retenue aucune qu'elle ne « tolérera » pas la reconstitution d'une puissance économique et militaire quelconque capable de mettre en question son monopole de domination de la Planète, et s'est donnée, à cette fin, le droit de conduire des « guerres préventives ». Trois adversaires potentiels principaux sont visés ici.

En premier lieu la Russie, dont le démembrement, après celui de l'URSS, constitue désormais un objectif stratégique majeur des Etats Unis. La classe dirigeante russe ne paraissait pas l'avoir compris, jusqu'ici. Elle semblait convaincue qu'après avoir « perdu la guerre », elle pourrait « gagner la paix », comme cela l'a été pour l'Allemagne et le Japon. Elle oubliait que Washington avait besoin du redressement de ses deux adversaires de la seconde guerre mondiale, précisément pour faire face au défi soviétique. La conjoncture nouvelle est différente, les Etats Unis n'ayant plus de concurrent sérieux. Leur option est alors de détruire définitivement et complètement l'adversaire russe défait. Poutine l'a-t-il compris et amorce-t-il une sortie de la Russie de ses illusions ?

En second lieu la Chine, dont la masse et le succès économique inquiètent les Etats Unis dont l'objectif stratégique reste ici également – si possible- le démembrement de ce pays jugé « trop grand ».

L'Europe vient en troisième position dans cette vision globale des nouveaux maîtres du monde. Mais ici l'establishment nord américain ne paraît pas inquiet, tout au moins jusqu'à ce jour. L'atlantisme inconditionnel des uns (la Grande Bretagne, mais aussi les nouveaux pouvoirs serviles de l'Est), les « sables mouvants du projet européen », les intérêts convergents du capital dominant de l'impérialisme collectif de la triade, contribuent à l'effacement du projet européen, maintenu dans son statut de « volet européen du projet des Etats Unis ». La diplomatie de Washington était parvenue à maintenir l'Allemagne dans son sillage ; la réunification et la conquête de l'Europe de l'Est ont même semblé renforcer cette alliance : l'Allemagne serait encouragée à reprendre sa tradition de « poussée vers l'Est » (le rôle joué par Berlin dans le démembrement de la Yougoslavie par la reconnaissance hâtive de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie en a été une expression) et, pour le reste, invité à naviguer dans le sillage de Washington. Renversement de la vapeur en cours ? La classe politique allemande paraît hésitante et peut être divisée quant à ses choix de stratégie. L'alternative à l'alignement atlantiste appellerait, en contrepoint, un renforcement d'un axe Paris-Berlin-Moscou qui deviendrait alors le pilier le plus solide d'un système européen indépendant de Washington.

3. La gestion économique et politique du nouveau système impérialiste et du leadership des Etats Unis

Les instruments de cette gestion ont été mis en place au lendemain de la seconde guerre mondiale et progressivement aménagés pour répondre aux exigences du déploiement impérialiste. Les principaux de ces instruments sont, pour ce qui concerne le volet de la gestion économique du système, l'OMC, la Banque mondiale et le FMI et, pour ce qui concerne son volet politique et militaire l'OTAN et le G7/G8.

L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a été conçue très exactement pour renforcer les « avantages comparatifs » du capital transnational et leur donner une légitimité. Les « droits de propriété industrielle et intellectuelle » ont été formulés de manière à pérenniser les monopoles des transnationales, garantir leurs superprofits et créer des obstacles supplémentaires à toute tentative d'industrialisation autonome des périphéries. De la même manière le projet de l'OMC de « libéraliser » l'agriculture réduit à néant les politiques de sécurité alimentaire des pays du Sud et condamne à la misère des centaines de millions de leurs paysans. La logique qui commande ces options est celle de la surprotection systématique des monopoles du Nord. Telles est la réalité. Le discours par contre, centré sur les « avantages » du commerce libre et de l'accès au marché, n'est donc que discours de propagande au sens vulgaire du terme, c'est à dire mensonge. On retrouve cette même logique dans le projet de l'OMC de faire avancer une « loi internationale des affaires » (international business law) et de lui donner la prééminence sur toutes les autres dimensions de la loi, nationale et internationale. Le projet scandaleux de l'AMI (Accord Multilatéral pour les Investissements), concocté en secret par l'OCDE, participe de cette logique. L'OMC n'est pas un instrument d'organisation du commerce international (une fonction utile). Agissant en amont l'organisation s'emploie à façonner les systèmes productifs des périphéries de manière à les contraindre à s'insérer dans les échanges mondiaux de la manière la plus utile aux transnationales. L'OMC est donc un véritable Ministère des Colonies collectif de la triade impérialiste.

La fonction des autres institutions internationales est simplement de conforter les stratégies définies par le G7. Tel est le cas de la Banque Mondiale, pompeusement qualifiée de « think tank » chargé de formuler les stratégies de développement, en fait guère plus qu'une sorte de Ministère de la Propagande du G7 responsable de la rédaction des discours tandis que les décisions économiques importantes sont prises dans le cadre de l'OMC et que la direction politique et militaire des affaires est confiée à l'OTAN. Le Fonds Monétaire - FMI - est plus important, quoique moins qu'on ne le prétende souvent. Le système des changes flexibles ayant été adopté comme règle générale, et la gestion des relations entre les devises majeures (le dollar, l'euro-mark, le yen) échappant au FMI, cette institution n'est guère qu'une sorte d'Autorité Monétaire Coloniale, dont la gestion est assurée par l'impérialisme collectif de la Triade.

L'ensemble de ces institutions – et singulièrement le G7 et l'OTAN - sont appelés à être substitués à l'ONU pour constituer les instruments majeurs du nouvel « ordre » mondial, celui de l'apartheid à l'échelle mondiale. Dans cette perspective l'ONU et les institutions qui constituent sa « famille » doivent être domestiquées, marginalisées, voire démantelées.

4. Impérialisme collectif de la triade et hégémonisme des Etats Unis : leur articulation et leurs contradictions

Le monde d'aujourd'hui est militairement unipolaire. Simultanément des fractures semblent se dessiner entre les Etats Unis et certains des pays européens pour ce qui concerne la gestion politique d'un système mondialisé désormais aligné dans son ensemble sur les principes du libéralisme, en principe tout au moins. Ces fractures sont-elles seulement conjoncturelles et de portée limitée, ou annoncent-elles des changements durables ? Il faudra donc analyser dans toute leur complexité à la fois les logiques qui commandent le déploiement de la phase nouvelle de l'impérialisme collectif (les rapports Nord-Sud dans le langage courant) et les objectifs propres du projet des Etats Unis. Dans cet esprit j'aborderai succinctement et successivement cinq séries de questions.

- *Concernant la nature des évolutions qui ont pu conduire à la constitution du nouvel impérialisme collectif*

Je suggère ici que la formation du nouvel impérialisme collectif trouve son origine dans la transformation des conditions de la concurrence. Il y a encore quelques décennies les grandes firmes livraient leurs batailles concurrentielles pour l'essentiel sur les marchés nationaux, qu'il s'agisse de celui de Etats Unis (le plus grand marché national au monde) ou même sur ceux des Etats européens (en dépit de leur taille modeste, ce qui les désavantageait par rapport aux Etats Unis). Les vainqueurs des « matchs » nationaux pouvaient se produire en bonne position sur le marché mondial. Aujourd'hui, la taille du marché nécessaire pour l'emporter au premier cycle de matchs approche des 500-600 millions de « consommateurs potentiels ». La bataille doit donc être livrée d'emblée sur le marché mondial et gagnée sur ce terrain. Et ce sont ceux qui l'emportent sur ce marché qui s'imposent alors et de surcroît sur leurs terrains nationaux respectifs. La mondialisation approfondie devient le cadre premier de l'activité des grandes firmes. Autrement dit dans le couple national/mondial les termes de la causalité sont inversés : autrefois la puissance nationale commandait la présence mondiale, aujourd'hui c'est l'inverse. De ce fait les firmes transnationales, quelle que soit leur nationalité, ont des intérêts communs dans la gestion du marché mondial. Ces intérêts se superposent aux conflits permanents et mercantiles qui définissent toutes les formes de la concurrence propres au capitalisme, quelles qu'elles soient.

La solidarité des segments dominants du capital transnationalisé de tous les partenaires de la triade est réelle, et s'exprime par leur ralliement au néo-libéralisme globalisé. Les Etats Unis sont vus dans cette perspective comme les défenseurs (militaires si nécessaire) de ces « intérêts communs ». Il reste que Washington n'entend pas « partager équitablement » les profits de son leadership. Les Etats Unis s'emploient au contraire à vassaliser leurs alliés, et dans cet esprit ne sont prêts à consentir à leurs alliés subalternes de la triade que des concessions mineures. Ce conflit d'intérêts du capital dominant est-il appelé à s'accuser au point d'entraîner une rupture dans l'alliance atlantique ? Pas impossible, mais peu probable.

- *Concernant la place des Etats Unis dans l'économie mondiale*

L'opinion courante, est que la puissance militaire des Etats Unis ne constituerait que le sommet de l'iceberg, prolongeant une supériorité de ce pays dans tous les domaines, notamment économiques, voire politiques et culturels. La soumission à l'hégémonisme auquel il prétend serait donc de ce fait incontournable.

Je prétends, en contrepoint que, dans le système de l'impérialisme collectif les Etats Unis ne disposent pas d'avantages économiques décisifs, le système productif des Etats Unis est loin d'être « le plus

efficace du monde ». Au contraire presque aucun de ses segments ne serait certain de l'emporter sur ses concurrents sur un marché véritablement ouvert comme l'imaginent les économistes libéraux. En témoigne le déficit commercial des Etats Unis qui s'aggrave d'année en année, passé de 100 milliards de dollars en 1989 à 600 en 2005. De surcroît ce déficit concerne pratiquement tous les segments du système productif. La concurrence entre Ariane et les fusées de la Nasa, Airbus et Boeing témoigne de la vulnérabilité de l'avantage américain. Face à l'Europe et au Japon pour les productions de haute technologie, à la Chine, à la Corée et aux autres pays industrialisés d'Asie et d'Amérique latine pour les produits manufacturés banals, à l'Europe et au cône sud d'Amérique latine pour l'agriculture, les Etats Unis ne l'emporteraient probablement pas sans le recours à des moyens « extra économiques » qui violent les principes du libéralisme imposés aux concurrents !

En fait les Etats Unis ne bénéficient d'avantages comparatifs établis que dans le secteur des armements, précisément parce que celui-ci échappe largement aux règles du marché et bénéficie du soutien de l'Etat. Sans doute cet avantage entraîne-t-il quelques retombées pour le civil (Internet en constitue l'exemple le plus connu), mais il est également à l'origine de distorsions sérieuses qui constituent des handicaps pour beaucoup de secteurs productifs.

L'économie nord américaine vit en parasite au détriment de ses partenaires dans le système mondial. Le monde produit, les Etats Unis (dont l'épargne nationale est pratiquement nulle) consomment. « L'avantage » des Etats Unis est celui d'un prédateur dont le déficit est couvert par l'apport des autres, consenti ou forcé. Les moyens mis en œuvre par Washington pour compenser ses déficiences sont de nature diverses : violations unilatérales répétées des principes du libéralisme, exportations d'armements, recherche de sur-rentes pétrolières (qui supposent la mise en coupe réglée des producteurs, l'un des motifs réels des guerres d'Asie centrale et d'Irak). Il reste que l'essentiel du déficit américain est couvert par les apports en capitaux en provenance de la Chine, de l'Europe et du Japon, du Sud (pays pétroliers riches et classes comprador de tous les pays du tiers monde, plus pauvres inclus), auquel on ajoutera la ponction exercée au titre du service de la dette imposée à la presque totalité des pays de la périphérie du système mondial.

La croissance des années Clinton, vantée comme étant le produit du « libéralisme » auquel l'Europe aurait malheureusement trop résisté, est en fait largement factice et en tout cas non généralisable, puisqu'elle repose sur des transferts de capitaux qui impliquent la stagnation des partenaires. Pour tous les segments du système productif réel, la croissance des Etats Unis n'a pas été meilleure que celle de l'Europe. Le « miracle américain » s'est exclusivement alimenté de la croissance des dépenses produites par l'aggravation des inégalités sociales (services financiers et personnels : légions d'avocats et de polices privées etc.). En ce sens le libéralisme de Clinton a bel et bien préparé les conditions qui ont permis l'essor réactionnaire et la victoire ultérieure de Bush fils.

Les causes qui sont à l'origine de l'affaiblissement du système productif des Etats Unis sont complexes. Elles ne sont certainement pas conjoncturelles, pouvant de ce fait être corrigées par exemple par l'adoption d'un taux de change correct, ou par la construction de rapports salaires/productivités plus favorables. Elles sont structurelles. La médiocrité des systèmes de l'enseignement général et de la formation, et le préjugé tenace favorisant systématiquement le « privé » au détriment du service public, comptent parmi les raisons majeures de la crise profonde que traverse la société des Etats Unis.

On devrait s'étonner donc que les Européens, loin de tirer les conclusions que le constat des insuffisances de l'économie des Etats Unis impose, s'activent au contraire à les imiter. Là également le virus libéral n'explique pas tout, même s'il remplit quelques fonctions utiles pour le système, en paralysant la gauche. La privatisation à outrance, le démantèlement des services publics ne pourront que réduire les avantages comparatifs dont bénéficie encore la « vieille Europe » (comme la qualifie Bush). Mais quels que soient les dommages qu'elles occasionneront à long terme, ces mesures offrent au capital dominant, qui vit dans le court terme, l'occasion de profits supplémentaires.

- *Concernant les objectifs propres du projet des Etats Unis*

La stratégie hégémoniste des Etats Unis se situe dans le cadre du nouvel impérialisme collectif. L'objectif de cette stratégie est tout simplement d'établir le contrôle militaire des Etats-Unis sur la planète entière. Ce contrôle est le moyen par lequel Washington pourrait garantir son accès privilégié à toutes les ressources naturelles du globe, contraignant ainsi ses alliés subalternisés, la Russie, la Chine et le tiers monde dans son ensemble à se soumettre à des statuts de vassaux.

Les « économistes (conventionnels) » ne disposent pas de l'outillage analytique que leur permettrait de saisir la logique de ces objectifs. Ne les entend-on pas répéter ad nauseam que dans « la nouvelle économie » les matières premières que fournit le tiers monde sont appelées à perdre leur importance et que de ce fait celui-ci est de plus en plus marginal dans le système mondial. En contrepoint à ce discours naïf et creux (le Mein Kampf de la nouvelle administration de Washington - The Programme for a New American Century - avoue que les Etats Unis se sont donnés le droit de s'emparer de toutes les ressources naturelles de la Planète pour satisfaire en priorité les exigences de leur consommation. La course aux matières premières (le pétrole en premier lieu, mais tout autant d'autres ressources – l'eau notamment) a déjà repris toute sa virulence. D'autant que ces ressources risquent d'être raréfiées non seulement par le cancer exponentiel du gaspillage de la consommation occidentale, mais aussi par le développement de la nouvelle industrialisation des périphéries.

Par ailleurs un nombre respectable de pays du Sud sont appelés à devenir des producteurs industriels de plus en plus importants tant pour leurs marchés internes que sur le marché mondial. Importateurs de technologies, de capitaux, mais aussi concurrents à l'exportation, ils sont appelés à peser dans les équilibres économiques mondiaux d'un poids grandissant. Et il ne s'agit pas seulement de quelques pays de l'Asie de l'Est (comme la Corée), mais de l'immense Chine et, demain, de l'Inde et des grands pays d'Amérique latine. Or, loin d'être un facteur de stabilisation, l'accélération de l'expansion capitaliste dans le Sud ne peut être qu'à l'origine de conflits violents, internes et internationaux. Car cette expansion ne peut absorber, dans les conditions de la périphérie, l'énorme réserve de force de travail qui s'y trouve concentrée. De ce fait les périphéries du système demeurent la « zone des tempêtes ». Les centres du système capitalistes ont donc besoin d'exercer leur domination sur les périphéries, de soumettre leurs peuples à la discipline impitoyable que la satisfaction de ses priorités exige.

Dans cette perspective l'establishment américain a parfaitement compris que, dans la poursuite de son hégémonisme, il disposait de trois avantages décisifs sur ses concurrents européen et japonais: le contrôle des ressources naturelles du globe, le monopole militaire, le poids de la « culture anglo saxonne » par laquelle s'exprime préférentiellement la domination idéologique du capitalisme. La mise en oeuvre systématique de ces trois avantages éclaire beaucoup d'aspects de la politique des Etats Unis, notamment les efforts systématiques que Washington poursuit pour le contrôle militaire du Moyen Orient pétrolier, sa stratégie offensive à l'égard de la Corée - mettant à profit la « crise financière » de ce pays - et à l'égard de la Chine, son jeu subtil visant à perpétuer les divisions en Europe - en mobilisant à cette fin son allié inconditionnel britannique - et à empêcher un rapprochement sérieux entre l'Union Européenne et la Russie. Au plan du contrôle global des ressources de la planète les Etats Unis disposent d'un avantage décisif sur l'Europe et le Japon. Non seulement parce que les Etats Unis sont la seule puissance militaire mondiale, et donc qu'aucune intervention forte dans le tiers monde ne peut être conduite sans eux. Mais encore parce que l'Europe (ex URSS exclue) et le Japon sont, eux, démunis des ressources essentielles à la survie de leur économie. Par exemple leur dépendance dans le domaine énergétique, notamment leur dépendance pétrolière à l'égard du Golfe, est et restera longtemps considérable, même si elle devait décroître en termes relatifs. En s'emparant - militairement - du contrôle de cette région par la guerre d'Irak les Etats Unis ont démontré qu'ils étaient parfaitement conscients de l'utilité de ce moyen de pression dont ils disposent à l'égard de leurs alliés concurrents. Naguère le pouvoir soviétique avait également compris cette vulnérabilité de l'Europe et du Japon et certaines interventions soviétiques dans le tiers monde avaient eu pour objet de le leur rappeler, de manière à les amener à négocier sur d'autres terrains. Evidemment les déficiences de l'Europe et du Japon pourraient être compensées dans l'hypothèse d'un rapprochement sérieux Europe Russie (« la maison commune » de Gorbatchev) C'est la raison même

pour laquelle le danger de cette construction de l'Eurasie est vécu par Washington comme un cauchemar.

Le contrôle militaire de la planète constitue le moyen d'imposer en dernier ressort un « tribut » ponctionné par la violence politique, se substituant au « flux spontané » des capitaux qui compensent le déficit américain, source majeure de la vulnérabilité grandissante de l'hégémonie des Etats-Unis. L'objectif de cette stratégie n'est ni de « garantir pour tous l'ouverture égale des marchés », (ce discours de propagande est confié aux thuriféraires du néo-libéralisme) ni évidemment de faire régner partout la démocratie !

- *Concernant les conflits qui opposent, dans ce cadre, les Etats Unis, leurs partenaires de la Triade et la Chine*

Si les partenaires de la Triade partagent des intérêts communs que la gestion mondiale de l'impérialisme collectif implique dans leurs relations avec le Sud, ils n'en sont pas moins dans un rapport de conflit potentiel sérieux.

La super puissance américaine vit au jour le jour grâce au flux des capitaux qui alimente le parasitisme de son économie et de sa société. La vulnérabilité des Etats Unis constitue, de ce fait, une menace sérieuse pour le projet de Washington.

L'Europe en particulier, comme la Chine et le reste du monde en général, devront choisir entre l'un ou l'autre des deux options stratégiques suivantes : placer le « surplus » de leurs capitaux (« d'épargne ») dont ils disposent pour financer le déficit des Etats Unis (de la consommation, des investissements et des dépenses militaires) ; ou conserver et investir chez eux ce surplus.

Les économistes conventionnels ignorent le problème, ayant fait l'hypothèse (qui n'est qu'un non sens) que la « mondialisation » ayant supprimé les Nations, les grandeurs économiques (épargne et investissement) ne peuvent plus être gérées « aux niveaux nationaux ». Il s'agit là d'un raisonnement tautologique qui implique dans ses prémisses mêmes les conclusions auxquelles on souhaite parvenir : justifier et accepter le financement du déficit des Etats Unis par les autres puisque, au niveau mondial, on retrouve bien l'égalité épargne-investissement !

Pourquoi donc une telle ineptie est-elle acceptée ? Sans doute les équipes « d'économistes-savants » qui encerclent les classes politiques européennes (et autres, russes et chinoises) de droite comme de la gauche électorale sont-elles elles mêmes victimes de leur aliénation économiciste, de ce que j'appelle le « virus libéral ». Au delà, à travers cette option s'exprime en fait le jugement politique du grand capital transnationalisé qui considère que les avantages procurés par la gestion du système mondialisé par les Etats Unis pour le compte de l'impérialisme collectif l'emportent sur ses inconvénients : le tribut qu'il faut payer à Washington pour en assurer la permanence. Car il s'agit bien là d'un tribut et non d'un « placement » de bonne rentabilité garantie. Il y a des pays qualifiés de « pays pauvres endettés » qui sont toujours contraints d'assurer le service de leur dette quelqu'en soit le prix. Mais il y a aussi un « pays puissant endetté » qui dispose des moyens qui lui permettront de dévaloriser sa dette s'il le juge nécessaire.

L'autre option consisterait donc pour l'Europe à mettre un terme à la transfusion en faveur des Etats Unis. Le surplus pourrait alors être utilisé sur place (en Europe) et relancer l'économie. Car la transfusion exige la soumission des Européens à des politiques « déflationnistes » (terme impropre du langage de l'économie conventionnelle) – je dirai « stagnationnistes » - de manière à dégager un surplus d'épargne exportable. Elle fait dépendre une reprise en Europe – toujours médiocre - de celle – soutenue artificiellement – des Etats Unis. En sens inverse la mobilisation de ce surplus pour des emplois locaux en Europe permettrait de relancer simultanément la consommation (par la reconstruction de la dimension sociale de la gestion économique dévastée par le virus libéral), l'investissement – et particulier dans les technologies nouvelles (et financer leurs recherches), voire la dépense militaire (mettant un terme aux « avantages » des Etats Unis dans ce domaine). L'option en faveur de cette réponse au défi implique un rééquilibrage des rapports sociaux en faveur des classes travailleuses. Conflits des Nations et luttes sociales s'articulent de cette manière. En d'autres termes le contraste Etats Unis/Europe n'oppose pas fondamentalement les intérêts des segments dominants du capital des différents partenaires.

L'option néo-libérale de l'Europe, renforcée par la gestion de sa monnaie commune (l'Euro) prétendue « apolitique », constitue un handicap majeur pour toute stratégie qui viserait à faire sortir le continent de la stagnation. Cette gestion monétaire absurde convient parfaitement à Washington, dont la

monnaie (le dollar) est gérée d'une toute autre manière (qui n'a rien à voir avec les dogmes néolibéraux !), parfaitement politique ! Joint au contrôle éventuel exclusif de Washington sur les ressources pétrolières du globe, cette gestion garantit que ce que j'appelle l'étalon dollar/pétrole (oil dollar standard) demeure le seul instrument monétaire international en dernière instance, reléguant l'Euro au statut de monnaie régionale subalterne.

Le conflit politique qui pourrait opposer l'Europe (ou tout au moins certains des pays importants du continent) aux Etats-Unis ne résulte pas de divergences fondamentales à travers lesquelles s'exprimerait le conflit d'intérêts capitalistes dominants. Je le situe ailleurs dans le conflit de ce qu'on peut appeler les « intérêts nationaux » et dans l'héritage de cultures politiques profondément différentes, sur lesquelles je me suis exprimé ailleurs (voir *Le Virus Libéral*).

La Chine peut-elle ambitionner de dépasser son statut actuel – mis en place au cours de la seconde phase des « réformes », entre 1990 et 2002- qui est celui non de « l'atelier du monde » mais d'un « atelier pour le monde » (60% des exportations chinoises proviennent de filiales des transnationales délocalisées pour bénéficier de la main d'œuvre à bon marché que la Chine leur offre) ? L'amorce d'une troisième phase possible axée sur l'expansion du marché interne et la réduction des inégalités, conduirait à mettre un terme au surplus du compte courant du pays, placé inutilement en bons du Trésor des Etats Unis.

- *Concernant les questions de théorie que les réflexions précédentes suggèrent*

La complicité-concurrence entre les partenaires de l'impérialisme collectif pour le contrôle du Sud – le pillage de ses ressources naturelles et la soumission de ses peuples – peut être analysée à partir d'angles de visions différentes. Je ferai, à cet égard, trois observations qui me paraissent majeures.

Première observation : le système mondial contemporain, celui que je qualifie d'impérialisme collectif, n'est pas « moins » impérialiste que les précédents. Il n'est pas un « Empire » de nature « post capitaliste ». J'ai proposé ailleurs une critique des formulations idéologiques de « déguisement » qui alimentent le discours dominant de « l'air du temps ». Il s'agit en particulier des thèses dites « post modernistes » qui ne proposent rien de moins que de renoncer à agir pour transformer le monde, et invitent à se contenter de s'ajuster au jour le jour aux transformations du capitalisme et à leurs exigences. Hardt et Negri ont repris cette thèse du libéralisme américain de toujours, dans l'espoir – naïf dans la meilleure des hypothèses – que le monde pourrait se transformer par lui-même pour le meilleur.

Seconde observation : j'ai proposé une lecture de l'histoire du capitalisme, mondialisé dès l'origine, axée sur la distinction entre les différentes phases de l'impérialisme (des rapports centres/périphéries). Il existe bien entendu d'autres lectures de cette même histoire, notamment celle qui s'articule autour de la « succession des hégémonies ». J'ai quelques réserves à l'égard de cette dernière lecture.

D'abord et pour l'essentiel parce qu'elle est « occidentalocentrique » dans ce sens qu'elle considère que les transformations qui opèrent au cœur du système, dans ses centres, commandent d'une manière décisive – et presque exclusive – l'évolution globale du système. Je crois que les réactions des peuples des périphéries au déploiement impérialiste ne doivent pas être sous-estimées. Car elles ont provoqué ne serait-ce que l'indépendance des Amériques, les grandes révolutions faites au nom du socialisme (Russie, Chine), la reconquête de l'indépendance par les pays asiatiques et africains, et je ne crois pas qu'on puisse rendre compte de l'histoire du capitalisme mondial sans tenir compte des « ajustements » que ces transformations ont imposé au capitalisme central lui-même.

Ensuite parce que l'histoire de l'impérialisme me paraît davantage avoir été faite à travers le conflit des impérialismes que par le type « d'ordre » que des hégémonies successives auraient imposé. Les périodes « d'hégémonie » apparente ont toujours été fort brèves et l'hégémonie en question très relative.

Troisième observation : mondialisation n'est pas synonyme « d'unification » du système économique par « l'ouverture dérégulée des marchés ». Cette dernière – dans ses formes historiques successives (« la liberté du commerce » hier, la « liberté d'entreprise » aujourd'hui) n'a jamais constitué que le projet du capital dominant. Dans la réalité ce projet a presque toujours été contraint de s'ajuster à des exigences qui ne relèvent pas de sa logique interne exclusive et propre. Il n'a donc jamais pu être mis en œuvre autrement que dans des moments brefs de l'histoire. Le « libre échange » promu par la puissance industrielle majeure de son époque – la Grande Bretagne – n'a été effectif que pendant deux décennies (1860-1880) auxquels a succédé un siècle (de 1880 à 1980) caractérisé à la fois par le conflit des impérialistes et par la déconnexion forte des pays dits socialistes (à partir de la révolution russe de 1917, puis de celle de la Chine) et plus modeste des pays de nationalisme populiste (l'ère de Bandung pour l'Asie et l'Afrique de 1955 à 1975). Le moment actuel de réunification du marché mondial (la « libre entreprise ») inauguré par le néo-libéralisme à partir de 1980 a étendu à l'ensemble de la planète avec l'effondrement soviétique, n'est probablement pas appelé à connaître un sort meilleur. Le chaos qu'il génère – terme par lequel j'ai qualifié ce système dès 1990 - témoigne de son caractère « d'utopie permanente du capital ».

5. Mettre en déroute les Etats Unis , Israel et leurs alliés dans les pays de la ligne de front(Afghanistan, Irak, Palestine, Iran)

Le projet des Etats Unis, soutenu par leurs alliés subalternes européens (et israéliens pour la région concernée), est d'établir leur contrôle militaire sur l'ensemble de la planète . Le « Moyen Orient » a été choisi, dans cette perspective, comme région de « première frappe », pour quatre raisons : (i) elle recèle les ressources pétrolières les plus abondantes de la Planète et son contrôle direct par les forces armées des Etats Unis donnerait à Washington une position privilégiée plaçant leurs alliés – l'Europe et le Japon – et leurs rivaux éventuels (la Chine) dans une position inconfortable de dépendance pour leur approvisionnement énergétique ; (ii) elle est située au cœur de l'ancien monde et facilite l'exercice de la menace militaire permanente contre la Chine, l'Inde et la Russie ; (iii) la région traverse un moment d'affaiblissement et de confusion qui permet à l'agresseur de s'assurer d'une victoire facile, au moins dans l'immédiat ; (iv) les Etats Unis disposent dans la région d'un allié inconditionnel, Israel, qui dispose d'armes nucléaires.

Le déploiement de l'agression a placé les pays et nations situés sur la ligne de front (l'Afghanistan, l'Irak, la Palestine, l'Iran) dans la situation particulière de pays détruits (les trois premiers) ou menacé de l'être (l'Iran).

L'Afghanistan

L'Afghanistan a connu le meilleur moment de son histoire moderne à l'époque de la République dite « communiste ». Un régime de despotisme éclairé moderniste, ouvrant largement l'éducation aux enfants des deux sexes, adversaire de l'obscurantisme et de ce fait bénéficiant de soutiens décisifs à l'intérieur de la société. La « réforme agraire » qu'il avait entrepris était pour l'essentiel un ensemble de mesures destinées à réduire les pouvoirs tyranniques des chefs de tribus. Le soutien – au moins tacite – des majorités paysannes garantissait le succès probable de cette évolution bien amorcée. La propagande véhiculée tant par les médias occidentaux que ceux de l'Islam politique a présenté cette expérience comme celle d'un « totalitarisme communiste et athée » rejeté par le peuple afghan. En réalité le régime, comme celui d'Ataturk en son temps, était loin d'être « impopulaire ».

Le fait que ses promoteurs se soient autoqualifiés de communistes dans leurs deux fractions majeures (Khalq et Parcham) n'est en rien surprenant. Le modèle des progrès accomplis par les peuples voisins d'Asie centrale soviétique (en dépit de tout ce qu'on a pu raconter à ce sujet et en dépit des pratiques autocratiques du système), par comparaison avec les désastres sociaux permanents de la gestion impérialiste britannique dans les pays voisins (l'Inde et le Pakistan), avait eu pour effet, ici comme dans beaucoup d'autres pays de la région, d'encourager les patriotes à prendre la mesure de l'obstacle que l'impérialisme constituait pour toute tentative de modernisation. L'invitation à l'intervention que

certaines fractions ont adressé aux Soviétiques pour se débarrasser des autres a certainement pesé négativement et hypothéqué les possibilités du projet national-populiste-moderniste.

Les Etats Unis en particulier et leurs alliés de la triade en général ont toujours été les adversaires tenaces des modernisateurs afghans, communistes ou pas. Ce sont eux qui ont mobilisé les forces obscurantistes de l'Islam politique à la pakistanaise (les Talibans) et les seigneurs de la guerre (les chefs de tribus neutralisés avec succès par le régime dit « communiste »), les ont entraîné et armé. Même après le retrait soviétique la résistance dont le gouvernement de Najibullah démontrait la capacité l'eut probablement emporté sans l'offensive militaire pakistanaise venue soutenir les Talibans puis, accélérant le chaos, celle des forces reconstituées des seigneurs de la guerre.

L'Afghanistan a été dévasté par l'intervention des Etats Unis et de leurs alliés et agents, islamistes en particulier. L'Afghanistan ne peut pas se reconstruire sous la houlette de leur pouvoir, à peine déguisé par celui d'un pitre sans racines dans le pays, parachuté par la transnationale texane dont il était l'employé. La prétendue « démocratie » au nom de laquelle Washington, l'OTAN et l'ONU appelée à la rescousse prétendent justifier la poursuite de leur « présence » (en fait occupation), mensonge dès l'origine, est devenue une farce grossière.

Il n'y a qu'une solution au « problème » afghan : que toutes les forces étrangères quittent le pays et que toutes les puissances soient contraintes de s'abstenir de financer et d'armer leurs « alliés ». Aux bonnes consciences qui expriment leur crainte que le peuple afghan tolèrera alors la dictature des Talibans (ou des chefs de guerre) je répondrai que la présence étrangère a été jusqu'ici et reste le meilleur soutien à cette dictature ! Et que le peuple afghan s'était engagé dans une autre direction – porteuse potentiellement du meilleur possible – à l'époque où « l'Occident » était contraint de s'occuper moins de ses affaires. Au despotisme éclairé des « communistes » l'Occident civilisé a toujours préféré le despotisme obscurantiste, infiniment moins dangereux pour ses intérêts !

L'Irak

La diplomatie armée des Etats Unis s'était donné l'objectif de détruire littéralement l'Irak bien avant que le prétexte ne le lui en ait été donné par deux fois, à l'occasion de l'invasion du Koweït en 1990, puis après le 11 Septembre exploité à cette fin par Bush junior avec cynisme et mensonge à la Goebbels à la clé (« répéter un mensonge mille fois, il devient vérité »). La raison en est simple et n'a rien à voir avec le discours appelant à la « libération » du peuple irakien de la dictature sanglante (réelle) de Saddam Hussein. L'Irak possède dans son sous sol une bonne part des meilleures ressources pétrolières de la planète ; mais de surcroît l'Irak était parvenu à former des cadres scientifiques et techniques capables, par leur masse critique, de soutenir un projet national consistant. Ce « danger » devait être éliminé par une « guerre préventive » que les Etats Unis se sont donnés le droit de faire quand et où ils le décident, sans le moindre respect pour le « droit » international.

Au delà de ce constat d'évidence banale, plusieurs séries de questions sérieuses restent à examiner : (i) pourquoi le plan de Washington a pu donner les apparences d'un succès fulgurant aussi aisément ? (ii) quelle situation nouvelle il a créé à laquelle la nation irakienne est confrontée aujourd'hui ? (iii) quelles réponses les différentes composantes du peuple irakien donnent à ce défi ? (iv) quelles solutions les forces démocratiques et progressistes irakiennes, arabes et internationales peuvent-elles promouvoir ?

La défaite de Saddam Hussein était prévisible. Face à un ennemi dont l'avantage principal réside dans la capacité d'exercice du génocide par bombardements aériens impunis (en attendant l'usage du nucléaire), les peuples n'ont qu'une seule réponse possible efficace : déployer leur résistance sur leur sol envahi. Or le régime de Saddam s'était employé à annihiler tous les moyens de défense à la portée de son peuple, par la destruction systématique de toute organisation, de tous les partis politiques (à commencer par le parti communiste) qui ont fait l'histoire de l'Irak moderne, y compris du Baas lui même qui avait été l'un des acteurs majeurs de cette histoire. Ce qui devrait surprendre dans ces conditions ce n'est pas que le « peuple irakien » ait laissé envahir son pays sans combat, ni même que

certaines comportements (comme sa participation apparente aux élections organisées par l'envahisseur ou l'explosion de luttes fratricides opposant Kurdes, Arabes sunnites et Arabes chiites) semblent constituer des indices d'une défaite acceptée possible (celle sur laquelle Washington avait fondé ses calculs), mais au contraire que les résistances sur le terrain se renforcent chaque jour (en dépit de toutes les faiblesses graves dont ces résistances font preuve), qu'elles aient déjà rendu impossible la mise en place d'un régime de laquais capable d'assurer les apparences « d'ordre », en quelque sorte qu'elles aient déjà démontré l'échec du projet de Washington. La reconnaissance internationale de ce gouvernement fantoche par les Nations Unis domestiquées ne change rien à la réalité ; elle n'est ni légitime ni acceptable.

Une situation nouvelle est néanmoins créée par l'occupation militaire étrangère. La nation irakienne est réellement menacée, ne serait-ce que parce que le projet de Washington, incapable de maintenir son contrôle sur le pays (et piller ses ressources pétrolières, ce qui constitue son objectif numéro un) par l'intermédiaire d'un gouvernement d'apparence « national », ne peut être poursuivi qu'en cassant le pays. L'éclatement du pays en trois « Etats » au moins (Kurde, Arabe sunnite et Arabe chiite) a peut être été dès l'origine l'objectif de Washington aligné sur Israël (les archives le révéleront dans l'avenir). Toujours est-il qu'aujourd'hui la « guerre civile » est la carte que Washington joue pour légitimer le maintien de son occupation. Car l'occupation permanente était – et demeure – l'objectif : c'est le seul moyen pour Washington de garantir son contrôle du pétrole. On ne peut certainement donner aucun crédit aux « déclarations » d'intention de Washington, du style « nous quitterons le pays dès que l'ordre sera revenu ». On se souvient que les Britanniques n'ont jamais dit de leur occupation de l'Égypte, à partir de 1882, qu'elle était autre chose que « provisoire » (elle a duré jusqu'en 1956 !). Entre temps bien entendu, chaque jour, les Etats Unis détruisent un peu plus par tous les moyens, y compris les plus criminels, le pays, ses écoles, ses usines, ses capacités scientifiques.

Les réponses que le peuple irakien donne au défi ne paraissent pas – dans l'immédiat tout au moins – à la mesure de sa gravité extrême. C'est le moins qu'on puisse dire. Quelles en sont les raisons ? Les médias occidentaux dominants répètent à satiété que l'Irak est un pays « artificiel » et que la domination oppressive du régime « sunnite » de Saddam sur les Chiites et les Kurdes est à l'origine de la guerre civile inévitable (que seule la prolongation de l'occupation étrangère permettra peut être d'écarter). La « résistance » serait donc limitée à quelques noyaux islamistes pro Saddam du « triangle » sunnite. On ne peut que difficilement aligner autant de contre vérités.

Au lendemain de la première guerre mondiale la colonisation britannique a eu beaucoup de mal à vaincre la résistance du peuple irakien. En pleine consonance avec leur tradition impériale les Britanniques ont fabriqué pour soutenir leur pouvoir une monarchie importée et, une classe de propriétaires latifundiaires, comme ils ont donné une position privilégiée à l'Islam sunnite. Mais en dépit de leurs efforts systématiques les Britanniques ont échoué. Le Parti Communiste et le Parti baasiste ont constitué les forces politiques organisées principales qui ont précisément mis en déroute le pouvoir de la monarchie « sunnite » détestée par tous, peuple sunnite, chiite et kurde. La concurrence violente entre ces deux forces, qui a occupé le devant de la scène entre 1958 et 1963, s'est soldée par la victoire du Baas, saluée à l'époque par les puissances occidentales avec soulagement. Pourtant le projet communiste portait potentiellement en lui une évolution démocratique possible, celui du Baas pas du tout. Parti nationaliste pan arabe et unitaire en principe, admirateur du modèle prussien de construction de l'unité allemande, recrutant dans la petite bourgeoisie moderniste laïcisante, hostile aux expressions obscurantistes de la religion, le Baas au pouvoir a évolué, conformément à ce qui était parfaitement prévisible, en une dictature dont l'étatisme n'était qu'à moitié anti-impérialiste, dans ce sens que, selon les conjonctures et les circonstances, un compromis pouvait être accepté par les deux partenaires (le pouvoir baasiste en Irak, l'impérialisme américain dominant dans la région). Ce « deal » a encouragé les dérives mégalomaniaques du leader, qui a imaginé que Washington accepterait de faire de lui son principal allié dans la région. Le soutien de Washington à Bagdad (avec livraison d'armes chimiques à l'appui) dans la guerre absurde et criminelle conduite contre l'Iran de 1980 à 1989 semblait donner crédibilité au calcul. Saddam n'imaginait pas que Washington trichait, que la modernisation de l'Irak était inacceptable pour l'impérialisme et que la décision de détruire le pays était déjà prise. Tombé dans le piège tendu (le feu

vert avait été donné à Saddam pour l'annexion du Koweït – en fait une province irakienne que les impérialistes britanniques avaient détaché pour en faire une de leurs colonies pétrolières) l'Irak a été soumis à dix ans de sanctions destinées à rendre le pays exsangue, de manière à faciliter la glorieuse conquête du vide par l'armée des Etats Unis.

On peut accuser de tout les régimes successifs du Baas, y compris celui de la dernière phase de sa déchéance sous la « direction » de Saddam, sauf d'avoir attisé le conflit confessionnel entre Sunnites et Chiïtes. Qui donc est responsable des heurts sanglants qui opposent aujourd'hui les deux communautés ? On apprendra certainement un jour comment la CIA (et sans doute la Mossad) ont organisé beaucoup de ces massacres. Mais au delà il est vrai que le désert politique créé par le régime de Saddam et l'exemple qu'il donnait de méthodes opportunistes sans principes a « encouragé » des candidats au pouvoir de toutes natures à s'engager dans cette voie, souvent protégés par l'occupant, parfois peut être naïfs au point de croire qu'ils pourraient « se servir de lui ». Les candidats en question, qu'il s'agisse de chefs « religieux » (Chiïtes ou Sunnites), de prétendus « notabilités » (paratribales) ou « d'hommes d'affaires » de corruption notoire exportés par les Etats Unis, n'ont jamais eu d'ancrage politique réel dans le pays ; même ceux des chefs religieux que les croyants respectaient n'avaient aucune emprise politique qui eut paru acceptable au peuple irakien. Sans le vide créé par Saddam on n'aurait jamais entendu prononcer leurs noms. Face à ce nouveau « monde politique » fabriqué par l'impérialisme de la mondialisation libérale, d'autres forces politiques authentiquement populaires et nationales, éventuellement démocratiques, auront-elles les moyens de se reconstituer ?

Il fut un temps où le Parti Communiste constituait le pôle de cristallisation du meilleur de ce que la société irakienne pouvait produire. Le Parti Communiste était implanté dans toutes les régions du pays et dominait le monde des intellectuels souvent d'origine chiïte (je dis que le Chiïsme produit surtout des révolutionnaires et des leaders religieux, rarement des bureaucrates ou des compradores !). Le Parti Communiste était authentiquement populaire et anti-impérialiste, peu enclin à la démagogie, potentiellement démocratique. Est-il désormais appelé à disparaître définitivement de l'histoire, après le massacre de milliers de ses meilleurs militants par les dictatures baasistes, l'effondrement de l'Union soviétique (à laquelle il n'était pas préparé), et le comportement de ceux de ses intellectuels qui ont cru acceptable de revenir d'exil dans les fourgons de l'armée des Etats Unis ? Ce n'est hélas pas impossible, mais pas davantage « inéluctable ». Loin de là.

La question « kurde » est une question réelle, en Irak comme en Iran et en Turquie. Mais sur ce sujet également on doit rappeler que les puissances occidentales ont toujours pratiqué avec le plus grand cynisme la règle du « deux poids, deux mesures ». La répression des revendications kurdes n'a jamais atteint en Irak et en Iran le degré de violence policière et militaire, politique et morale permanente qui est celle pratiquée par Ankara. Ni l'Iran, ni l'Irak n'ont jamais été jusqu'à nier l'existence même des Kurdes. On a néanmoins pardonné tout à la Turquie, membre de l'OTAN – une organisation de nations démocratiques nous rappellent les médias, dont l'éminent démocrate qu'était Salazar fut l'un des membres fondateurs comme les non moins inconditionnels de la démocratie que sont les colonels grecs et les généraux turcs !

Les fronts populaires irakiens constitués autour du Parti Communiste et du Baas dans les meilleurs moments de son histoire mouvementée, chaque fois qu'ils ont exercé des responsabilités de pouvoir, ont toujours trouvé un terrain d'entente avec les partis kurdes principaux, qui ont d'ailleurs toujours été leurs alliés.

La dérive « antichiïte » et « antikurde » du régime de Saddam est certes réelle : bombardements de la région de Bassorah par l'armée de Saddam après sa défaite au Koweït en 1990, usage de gaz contre les Kurdes. Cette dérive venait en « réponse » aux manœuvres de la diplomatie armée de Washington qui avait mobilisé des apprentis sorciers pressés de saisir l'occasion. Elle n'en demeure pas moins une dérive criminelle, de surcroît stupide, le succès des appels de Washington ayant été fort limité. Mais peut-on attendre autre chose des dictateurs façon Saddam ?

La puissance dont témoigne la résistance à l'occupation étrangère, « inattendue » dans ces conditions, semblerait « relever du miracle ». Ce n'est pas le cas, car la réalité élémentaire est simplement que le peuple irakien dans son ensemble (arabe et kurde, sunnite et chiite) déteste les occupants et connaît ses crimes quotidiens (assassinats, bombardements, massacres, tortures). On devrait alors imaginer un Front Uni de Résistance Nationale (appelez le comme vous voudrez) se proclamant tel, affichant des noms, la liste des organisations et partis qui le constituent, leur programme commun. Ce n'est pas le cas jusqu'à ce jour, en particulier pour toutes les raisons procédant des destructions du tissu social et politique produites par la dictature de Saddam et celle des occupants. Mais quelqu'en soient les raisons, cette faiblesse constitue néanmoins un handicap sérieux, qui facilite les manœuvres de division, encourage les opportunistes jusqu'à en faire des collaborateurs, jette la confusion sur les objectifs de la libération.

Qui parviendra à surmonter ces handicaps ? Les communistes devraient être bien placés pour le faire. Déjà les militants – présents sur le terrain – se démarquent de ceux des « leaders » (ceux que les médias dominants sont les seuls à connaître !) qui, ne sachant plus sur quel pied danser, tentent de donner un semblant de légitimité à leur « ralliement » au gouvernement de la collaboration en prétendant compléter par là même l'action de la résistance armée !! Mais beaucoup d'autres forces politiques, dans les circonstances, pourraient prendre des initiatives décisives en direction de la constitution de ce front.

Il reste qu'en dépit de ses « faiblesses » la résistance du peuple irakien a déjà mis en déroute (politique sinon encore militaire) le projet de Washington. C'est précisément ce qui inquiète les Atlantistes de l'Union Européenne, ses alliés fidèles. Les associés subalternes des Etats Unis craignent aujourd'hui la défaite des Etats Unis, parce que celle-ci renforcerait la capacité des peuples du Sud de contraindre le capital transnational mondialisé de la triade impérialiste à respecter les intérêts des nations et des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

La résistance irakienne a fait des propositions qui permettraient de sortir de l'impasse et d'aider les Etats Unis à se retirer du guêpier. Elle propose en effet : (i) la constitution d'une autorité administrative de transition mise en place avec le soutien du Conseil de Sécurité ; (ii) l'arrêt immédiat des actions de résistance et des interventions militaires et policières des armées d'occupation ; (iii) le départ de toutes les autorités militaires et civiles étrangères dans un délai de six mois. Les détails de ces propositions ont été publiés dans la revue arabe prestigieuse *Al Mustaqbal Al Arabi*, publiée à Beyrouth (numéro de janvier 2006).

Le silence absolu que les médias européens oppose à la diffusion du message est, de ce point de vue, le témoignage de la solidarité des partenaires impérialistes. Les forces démocratiques et progressistes européennes ont le devoir de se désolidariser de cette politique de la triade impérialiste et de soutenir les propositions de la résistance irakienne. Laisser le peuple irakien affronter seul son adversaire n'est pas une option acceptable : elle conforte l'idée dangereuse qu'il n'y a rien à attendre de l'Occident et de ses peuples, elle encourage par là même des dérives inacceptables – voire criminelles – dans les pratiques de certains mouvements de résistance.

Plus vite les troupes d'occupation étrangères auront quitté le pays, plus fort aura été le soutien des forces démocratiques dans le monde et en Europe au peuple irakien, plus grandes seront les possibilités d'un avenir meilleur pour ce peuple martyr. Plus longtemps l'occupation durera, plus sombres seront les lendemains qui succèderont à son terme inévitable.

La Palestine

Le peuple palestinien est, depuis la déclaration Balfour pendant la première guerre mondiale, la victime d'un projet de colonisation d'un peuplement étranger, qui lui réserve le sort des « Peaux Rouges », qu'on l'avoue ou qu'on feigne de l'ignorer. Ce projet a toujours été soutenu inconditionnellement par la puissance impérialiste dominante dans la région (hier la Grande Bretagne, aujourd'hui les Etats Unis), parce que l'Etat étranger à la région constitué de la sorte ne peut être que

l'allié, à son tour inconditionnel, des interventions qu'exige la soumission du Moyen Orient arabe à la domination du capitalisme impérialiste.

Il s'agit là, pour tous les peuples d'Afrique et d'Asie, d'une évidence banale. De ce fait, sur les deux continents, l'affirmation et la défense des droits du Peuple Palestinien unissent spontanément. Par contre en Europe la « question palestinienne » provoque la division, produite par les confusions entretenues par l'idéologie sioniste, qui trouvent souvent des échos favorables.

Aujourd'hui plus que jamais, en conjonction avec le déploiement du projet américain du « grand Moyen Orient », les droits du peuple palestinien ont été abolis. Pourtant l'OLP avait accepté les plans d'Oslo et de Madrid et la feuille de route rédigés par Washington. C'est Israël qui a ouvertement renié sa signature, et mis en œuvre un plan d'expansion encore plus ambitieux ! L'OLP a été fragilisé de ce fait : l'opinion peut lui reprocher à juste titre d'avoir cru naïvement à la sincérité de ses adversaires. Le soutien apporté par les autorités d'occupation à son adversaire islamiste (Hamas) – dans un premier temps tout au moins – la progression de pratiques corrompues de l'administration palestinienne (sur lesquelles les « bailleurs de fonds » - Banque Mondiale, Europe, ONG – se taisent, s'ils ne sont pas parties prenantes) devaient conduire – c'était prévisible (et probablement souhaité) – à la victoire électorale du Hamas, prétexte supplémentaire immédiatement invoqué pour justifier l'alignement inconditionnel sur les politiques d'Israël « quelqu'elles soient » !

Le projet colonial sioniste a toujours constitué une menace, au delà de la Palestine, pour les peuples arabes voisins. Ses ambitions d'annexion du Sinaï égyptien, son annexion effective du Golan syrien, sont là pour en témoigner. Dans le projet du « grand Moyen Orient » une place particulière est donnée à Israël, au monopole régional de son équipement militaire nucléaire et à son rôle de « partenaire obligé » (sous le prétexte fallacieux qu'Israël disposerait de « compétences technologiques » dont aucun peuple arabe n'est capable ! Racisme oblige !).

Il n'est pas dans notre intention de proposer ici des analyses concernant les interactions complexes entre les luttes de résistance à l'expansion coloniale sioniste et les conflits et options politiques au Liban et en Syrie. Les régimes du Baas en Syrie ont résisté à leur manière aux exigences des puissances impérialistes et d'Israël. Que cette résistance ait également servi à légitimer des ambitions plus discutables (le contrôle du Liban) n'est certainement pas discutable. La Syrie a par ailleurs choisi soigneusement ses « alliés » parmi les « moins dangereux » au Liban. On sait que la résistance aux incursions israéliennes au Sud Liban (détournement des eaux inclus) avait été construite par le Parti Communiste libanais. Les pouvoirs syrien, libanais et iranien ont coopéré étroitement pour détruire cette « base dangereuse » et lui substituer celle du Hezbollah. L'assassinat de Rafic el Harriri – sur lequel la lumière est loin d'avoir été jetée – a évidemment donné l'occasion aux puissances impérialistes (les Etats Unis en tête, la France derrière) d'une intervention dont l'objectif est double : faire accepter par Damas un alignement définitif au sein du groupe des Etats arabes vassalisés (Egypte, Arabie Saoudite) – ou, à défaut, liquider les vestiges du pouvoir baasiste dégénéré - , démanteler ce qui reste de capacité de résistance aux incursions israéliennes (en exigeant le « désarmement » de Hezbollah). La rhétorique concernant la « démocratie » peut être invoqué, dans ce cadre, si utile.

Aujourd'hui défendre les droits inaliénables du peuple palestinien est le devoir impérieux de tous les démocrates du monde entier. La Palestine est au centre des conflits majeurs de notre époque. Accepter le plan israélien qui est celui de la destruction totale de la Palestine et de son peuple serait accepter la négation des peuples à leur droit premier : celui d'exister. Accuser « d'antisémitisme » ceux qui s'opposent au déploiement de ce projet est absolument inacceptable.

L'Iran

Il n'entre pas non plus dans notre intention de développer ici les analyses que la « révolution islamique » appellent. Etait-elle, comme elle s'est proclamée et comme on la voit souvent tant dans le camp de l'Islam politique que chez les « observateurs étrangers », l'annonce et le point de départ d'une évolution qui à terme doit s'emparer de toute la région, voire de l'ensemble du « monde

musulman », rebaptisé pour la circonstance « d'umma » (« nation », ce qu'il n'a jamais été) ? Ou était-elle un événement singulier, en particulier parce que propre à la combinaison des interprétations de l'Islam chiite et de l'expression du nationalisme iranien ?

Du point de vue de ce qui nous intéresse ici je ferai seulement deux observations. La première est que le régime de l'Islam politique en Iran n'est pas par nature incompatible avec l'intégration du pays dans le système capitaliste mondialisé tel qu'il est (les principes sur lesquels repose le régime trouvent leur place dans une vision de la gestion « libérale » de l'économie). La seconde est que la Nation iranienne en tant que telle est une « nation forte » c'est à dire dont les composantes majeures sinon toutes – classes populaires et classes dirigeantes – n'acceptent pas l'intégration de leur pays en position dominée dans le système mondialisé. Il y a bien entendu contradiction entre ces deux dimensions de la réalité iranienne, et la seconde rend compte de celles des orientations de la politique extérieure de Téhéran qui témoignent d'une volonté de résister aux diktats étrangers.

Toujours est-il que c'est le nationalisme iranien – puissant et, à mon avis, historiquement tout à fait positif – qui explique le succès de la « modernisation » des capacités scientifiques, industrielles, technologiques et militaires, entreprise par les régimes successifs du Shah et du Khoménisme. L'Iran est l'un des rares Etats du Sud (avec la Chine, l'Inde, la Corée, le Brésil et peut être quelques autres mais pas beaucoup !) à avoir un projet « bourgeois national ». Que la réalisation de ce projet soit, à long terme, possible ou qu'il ne le soit pas (et c'est mon avis) n'est pas l'objet de notre discussion ici. Aujourd'hui ce projet existe ; il est en place.

C'est précisément parce que l'Iran constitue une masse critique capable de tenter de s'imposer comme partenaire respecté que les Etats Unis ont décidé de détruire le pays par une nouvelle « guerre préventive ». Le « conflit » se situe comme on le sait sur le terrain des capacités nucléaires que l'Iran développe. Pourquoi ce pays – comme tous les autres – n'en aurait-il pas le droit, jusques et y compris de devenir une puissance militaire nucléaire ? De quel droit les puissances impérialistes, et leur jouet israélien, peuvent-ils se targuer pour s'octroyer le monopole des armes de destruction massive ? Peut-on faire crédit au discours selon lequel les nations « démocratiques » n'en feront jamais usage comme pourraient le faire les « Etats voyous » ? Quand on sait que les nations « démocratiques » en question sont responsables des plus grands génocides des temps modernes, y compris celui des Juifs, et que les Etats Unis ont déjà employé l'arme atomique et refusent aujourd'hui l'interdiction absolue et générale de son usage ? Malheureusement les Européens sont désormais également alignés sur le projet de Washington d'agression contre l'Iran.

en conclusion

Aujourd'hui les « conflits politiques » opposent dans la région trois ensembles de forces : celles qui se revendiquent du passé nationaliste (mais ne sont plus en réalité que les héritiers dégénérés et corrompus des bureaucraties de l'époque nationale-populiste), celles qui se revendiquent de l'Islam politique, celles qui tentent d'émerger autour d'une revendication « démocratique » compatible avec la gestion économique libérale. Le pouvoir d'aucune de ces forces n'est acceptable pour une gauche attentive aux intérêts des classes populaires et à ceux de la Nation. En fait à travers ces trois « tendances » s'expriment les intérêts des classes compradore affiliées au système impérialiste en place. En fait la diplomatie des Etats Unis tient ces trois fers au chaud, s'employant à jouer de leurs conflits pour son bénéfice exclusif. Tenter de « s'insérer » dans ces conflits par des alliances avec ceux-ci ou ceux-là (préférer les régimes en place pour éviter le pire – l'Islam politique ; ou au contraire chercher à s'allier à celui-ci pour se débarrasser des régimes) est voué à l'échec. La gauche doit s'affirmer en engageant les luttes sur les terrains où celles-ci trouvent leur place naturelle : la défense des intérêts économiques et sociaux des classes populaires, de la démocratie et de l'affirmation de la souveraineté nationale, conçues comme indissociables. Tous les démocrates du monde doivent soutenir les chances de ces forces et, dans cet esprit, d'abord condamner sans restriction aucune toutes les interventions des Etats Unis, de l'Otan, d'Israel, des Nations unies domestiquées et de leurs alliés locaux dans la région.

La région du « Grand Moyen Orient » est aujourd'hui centrale dans le conflit qui oppose le leader impérialiste et les peuples du monde entier. Mettre en déroute le projet de l'establishment de Washington constitue la condition pour donner à des avancées en quelque région du monde que ce soit la possibilité de s'imposer. A défaut toutes ces avancées demeureront vulnérables à l'extrême. Cela ne signifie pas que l'importance des luttes conduites dans d'autres régions du monde – en Europe, en Amérique latine, ailleurs – puisse être sous estimée. Cela signifie seulement qu'elles doivent s'inscrire dans une perspective globale qui contribue à mettre en déroute Washington dans la région qu'il a choisi pour sa première frappe criminelle.

6. L'empire du chaos et la guerre permanente

1. Dans le moment actuel le déploiement du projet américain de contrôle militaire de la planète et de guerre permanente (préventive de préférence) contre tous les récalcitrants et les pays « menaçants » à long terme (la Chine et quelques autres) est seul à occuper toute la scène. Washington conserve toujours l'initiative tandis que les autres pouvoirs – quand ils ne se soumettent pas sans discussion ou même parfois avec enthousiasme (ce qui est le comportement normal attendu des classes serviles de l'Europe de l'Est et de certains pays du tiers monde) – se satisfont de modestes protestations, ou se résignent au fait accompli.

Le déploiement de ce projet si démentiel et criminel soit-il est appelé à se poursuivre, au-delà même d'une défaite éventuelle de la clique des ultras rassemblées par Bush Jr, car il est celui de la majorité de la classe dirigeante des Etats-Unis, démocrates inclus. Or tant que ce projet ne sera pas mis en déroute définitive, toutes les avancées démocratiques et sociales dont les luttes peuvent permettre le succès ici et là demeureront vulnérables et fragiles. Le projet de domination des Etats Unis est démesuré. Ce projet, que j'ai qualifié pour cette raison d'Empire du chaos dès l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, sera fatalement confronté à la montée des résistances grandissantes des nations de l'ancien monde qui n'accepteront pas de s'y soumettre. Les Etats Unis seront alors appelés à se comporter comme l'« Etat voyou » par excellence, substituant au droit international le recours à la guerre permanente (amorcée au Moyen orient , mais qui vise , au delà , la Russie et l' Asie),glissant sur la pente fasciste (la « loi patriotique » a déjà donné à leur police vis à vis des étrangers – les « aliens » - des pouvoirs similaires à ceux dont la Gestapo avait été dotée).

Pourtant le projet ne bénéficie de la sympathie d'aucun peuple et gêne un certain nombre de pouvoirs dans des pays importants : certes pas en « Europe » (qui n'existe pas), mais en France et en Allemagne, comme en Russie, en Chine et en Inde. Mais les uns et les autres ne lui opposent jusqu'ici aucune stratégie alternative cohérente et puissante, à la hauteur du défi.

Du côté des « peuples » le mouvement dit « altermondialiste » qui en exprime – partiellement – les souhaits, n'a pas encore franchi l'étape de ses premières expressions, en dépit des progrès de la conscience politique et de la participation des classes populaires enregistrés. Il n'est encore parvenu ni à se cristalliser en alternative politique d'ensemble ni à mobiliser les forces sociales populaires majeures – ouvriers et paysans, peuples entrés en résistance contre l'occupant américain – sans la participation desquelles la déroute du projet américain ne peut être achevée.

Ceux des pouvoirs en place qui pourraient refuser l'alignement sur les ambitions de Washington n'ont pas davantage de visions politiques stratégiques alternatives capables de promouvoir leur alliance sur des bases solides. Je dirai que les responsabilités de la France et de l'Allemagne sont probablement majeures sur ce terrain parce les initiatives que ces deux Etats pourraient prendre trouveraient certainement des échos très favorables en Russie, en Chine, en Inde et probablement ailleurs dans le tiers monde et même dans d'autres pays d'Europe. Le soutien au veto au Conseil de Sécurité à la veille de l'invasion de l'Irak en témoigne. Mais partout dans les pays cités les classes dominantes en place à l'heure actuelle demeureront pour le moins qu'on puisse dire hésitantes à heurter de front les intérêts non seulement des Etats-Unis mais ceux de l'impérialisme collectif auquel participent la France et l'Allemagne, et ceux des bourgeoisies de Russie, Chine et de quelques autres pays fussent-elles, dans

le meilleur des cas, «nationales» (et de ce fait «nationalistes») par opposition aux segments compradorisés dominants ailleurs.

Le peuple des Etats-Unis a certainement un rôle à jouer dans cette bataille gigantesque. Mais il est mal préparé à en assumer les responsabilités. Sans doute le courage des intellectuels et d'autres qui, au cœur de la bête, n'hésitent pas à dénoncer les crimes de leur gouvernement, doit-il être salué avec le plus grand respect. Mais cette belle résistance ne doit pas nous faire oublier que la « peur systématique » (de l'étranger en général, du monde entier, toujours soupçonné de « terrorisme » possible) s'est emparée du peuple américain victime d'une machinerie médiatique face à laquelle il n'est pas outillé pour en déjouer les manœuvres. Les faiblesses de la culture politique façonnée par l'histoire des Etats-Unis, les illusions de son peuple sur sa « démocratie » - en fait annihilée dans son potentiel de faire progresser l'esprit critique – sont à l'origine de ces déficiences qu'on aurait tort de sous estimer.

2. Au-delà, c'est-à-dire lorsque le projet démentiel et criminel de Washington aura été mis en déroute définitive, l'horizon s'éclaircit.

Les mêmes coalitions qui auront assuré le succès des peuples dans cette bataille gigantesque sont par elles mêmes porteuses de potentiels de transformations positives dans toutes les dimensions de la réalité sociale et politique, nationale et mondiale. Elles sont capables de formuler des stratégies adéquates pour promouvoir simultanément l'approfondissement de la démocratie et le progrès social. Elles créeront ainsi les conditions d'avancées en direction de la construction d'un système multipolaire authentique, rassemblant la majorité des peuples de la planète et par là même amorçant un avenir situé à la fois au-delà du capitalisme et de l'impérialisme. Elles démontreront que le capitalisme, parvenu au stade de sénilité, doit et peut être dépassé, ouvrant la voie à la longue transition au socialisme mondial.

Il faut ouvrir les débats sur ces questions dès aujourd'hui, en même temps qu'on organise le combat contre le projet américain. Les avancées dans ces deux directions sont complémentaires et permettront de renforcer le camp des peuples dans tous ses combats à court et à plus long termes. Les segments les plus représentatifs de l'altermondialisme, les organisations et partis politiques à vocation « de gauche », celles dans lesquelles se reconnaissent les classes populaires, ouvrières et paysannes (que ces organisations soient celles qui existent déjà sur le terrain et/ou celles que les luttes peuvent conduire à inventer), constituent le tissu des forces sociales et politiques porteuses de l'avenir.

Je ne sous estime pas le rôle des intellectuels engagés dans les propositions que je fais ici. A condition que ceux-ci prennent leurs distances à l'égard des idéologies désarmantes du « post modernisme » mis à la mode, comme de « l'académisme » dans la conduite des analyses et des « visions du futur » qu'ils en déduisent. Car la tentation est grande chez beaucoup de poursuivre des raisonnements prétendus « réalistes » qui sont en réalité plus proches de ceux de la « real-politik » des maîtres du pouvoir que de réponses aux besoins du combat des classes populaires.

J'en prends pour exemple les développements sans fin consacrés à la géométrie des alliances et des conflits internationaux, comme aux successions diverses de nouvelles « hégémonies » possibles. Ces exercices ne sont pas toujours sans intérêt. Ils permettent parfois d'identifier les problèmes mal vus et de localiser les contradictions à venir. Mais ils n'ont véritablement d'intérêt que s'ils sont replacés dans le cadre des débats allant d'emblée au cœur de la question : comment construire des alternatives efficaces et possibles, ouvrant la voie à la longue transition au-delà du capitalisme et de l'impérialisme.

3. « L'histoire universelle » a été longtemps celle de la complémentarité et du choc des grandes sociétés constitutives de « l'ancien monde » (Asie, Europe, Afrique), les Amériques post colombiennes le théâtre de l'expansion « isolationniste » de la puissance majeure qui s'y est constituée, les Etats-Unis. Depuis 1945 cette puissance affirme sa vocation mondiale, contrainte d'abord de la partager (inégalement) avec le concurrent militaire et idéologique soviétique, puis sans égal apparent après l'effondrement du « socialisme ».

Dans le même temps l'Europe s'élevait au rang de première puissance commerciale mondiale et s'engageait dans une construction politique qui exclut probablement le retour aux guerres permanentes entre ses Nations constitutives, le Japon se modernisait et l'Asie s'engageait avec une rapidité exceptionnelle dans cette voie. Le capitalisme fournit le cadre de référence obligatoire de ce nouveau système mondial multipolaire en construction. Face au défi américain des rapprochements sérieux entre les pôles de l'ancien monde ont-ils la possibilité d'imposer de nouveaux équilibres stabilisateurs ?

Les analyses que j'ai proposées invitent à beaucoup de circonspection à cet égard. J'ai mis l'accent sur les fragilités des constructions chez deux partenaires majeurs du système, l'Europe enlisée dans l'atlantisme et la Chine. La vulnérabilité du Japon, de l'Inde, de la Russie, n'est pas moindre, pour des raisons diverses que la brièveté de ce papier ne permettait pas d'aborder. Je renvoie ici à *Pour un Monde Multipolaire*.

Je n'en conclus néanmoins pas que de ce fait le projet américain de leadership mondial unilatéral s'imposera nécessairement. La construction d'alliances politiques entre des Etats européens majeurs, la Russie et l'Asie (la Chine et l'Inde en particulier) est à l'ordre du jour et, si elle se fait, mettra en déroute définitive les ambitions démesurées de Washington. Alors la multipolarité fournira le cadre du dépassement possible et nécessaire du capitalisme. Le monde multipolaire stabilisé et authentique sera finalement socialiste ou ne sera pas.

4. Le capitalisme n'est pas la « fin de l'histoire », il constitue au contraire un moment de transition, historiquement relativement bref (cinq siècles), mais néanmoins décisif, celui d'une accumulation accélérée (d'une progression extrêmement rapide de l'efficacité des forces productives). Cette accélération néanmoins s'est accompagnée d'une centralisation du surplus à l'échelle mondiale (qui définit le caractère impérialiste immanent à l'expansion capitaliste) : l'écart de développement entre les différentes régions majeures de la planète qui au moment de la révolution industrielle ne dépassait pas le rapport de 1 à 1,5 est passé en deux siècles de 1 à 60 ! Cette centralisation du surplus est insupportable et menace de faire sombrer la civilisation humaine. En ce sens le capitalisme ne doit pas « durer » (il n'est pas un « mode de développement durable »). Plus ses jours sont prolongés plus la menace de barbarie s'intensifie. J'ai même prétendu que par bien de ses aspects il était déjà entré dans sa phase de sénilité (« obsolescence »). Apporter une solution à cette contradiction, qui est la tâche de la « longue transition au socialisme mondial », passe par la remise en cause de la centralisation du surplus au niveau mondial (c'est le sens du concept de « déconnexion nécessaire » que j'ai proposé). J'avais fait un parallèle entre cette situation et celle de l'Empire, romain, caractérisé lui aussi par des formes extrêmes de centralisation du surplus dans l'aire qui le constituait. Cette centralisation avait été détruite par la « féodalisation », donnant au « Moyen Age » européen l'allure d'une « longue transition » du mode tributaire (centralisé) ancien au mode capitaliste. Mais la transition en question s'était frayée sa voie par la « décadence » (c'est-à-dire l'absence de maîtrise du processus). La modernité permet, en principe, de maîtriser la longue transition au socialisme mondial nécessaire. Il s'agit donc de savoir si la transition se fera à travers la « décadence du capitalisme » (en l'occurrence alors porteuse du danger d'auto destruction définitive de l'humanité) ou par la « révolution » (au sens de transition maîtrisée). « Révolution ou décadence », me paraît aujourd'hui encore plus à l'ordre du jour de nos débats nécessaires que lorsque j'en ai fourni la formulation il y a trente ans. Le « choc des barbaries », à l'œuvre aujourd'hui, devrait nous en convaincre.